



Mardi 26 novembre 2024

La résistance palestinienne continue de remporter des succès La désinformation qui dissimule le rôle des peuples dans l'histoire



Dublin, 9 novembre 2024

- La désinformation qui dissimule le rôle des peuples dans l'histoire
- Menaces proférées contre les pays tenus d'exécuter les mandats d'arrêt émis par la Cour pénale internationale
- Un sénateur américain menace de sanctions la Grande-Bretagne, le Canada, la France et l'Allemagne

La résistance palestinienne continue de remporter des succès La désinformation qui dissimule le rôle des peuples dans l'histoire

La résistance palestinienne continue de remporter des succès contre les attaques brutales des forces américano/sionistes avec le soutien considérable de la résistance libanaise et d'Ansar Allah au Yémen. La désinformation des États-Unis, de la Grande-Bretagne, du Canada et d'autres pays montre de plus en plus clairement que leurs opérations occultes sont utilisées pour cacher les crimes qu'ils commettent contre l'humanité. Leurs gouvernements vont même jusqu'à nier qu'ils commettent des crimes et appellent le monde entier à remettre en question et à douter de la résistance ainsi que des décisions de la Cour pénale internationale (CPI), de la Cour internationale de Justice et des organisations de

l'ONU. Plus important encore, ils nient totalement le rôle décisif des peuples dans la création de leur propre histoire.



Sanaa, Yémen, 1er novembre 2024

Ainsi, il est important de souligner que la désinformation ne concerne pas le mensonge ou la fabrication du consentement en soi. Il s'agit principalement de l'information qui manque, le ce qui n'est pas dit ou même carrément nié ou déformé. La CPI vient d'émettre des mandats d'arrestation pour crimes de guerre contre le premier ministre d'Israël, Benyamin Netanyahou, et le ministre de la Défense d'Israël (aujourd'hui limogé) Yoav Gallant. La Maison Blanche a immédiatement « fondamentalement rejeté » cette décision. Les membres du Congrès ont déclaré que la CPI n'avait aucune crédibilité et que les États-Unis avaient « réfuté les allégations », ce qui signifie qu'Israël n'est pas coupable d'utiliser la famine comme arme de guerre, ni des autres nombreux crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis quotidiennement. Les crimes des États-Unis, également coupables de génocide, sont complètement ignorés.

Plus important encore, lorsqu'il s'agit de la désinformation diffusée par les cercles officiels aux États-Unis, en Grande-Bretagne et au Canada, notamment, et leurs médias, tant officiels que privés, qui font partie intégrante de la désinformation étatique, ce qui manque généralement c'est la place des peuples comme créateurs de l'histoire. Les héroïques résistants doivent être vus comme des « terroristes ». Les décisions doivent être prises par les dirigeants seuls ou, comme cela a été dit lors de la récente conférence États-Unis/OTAN à Montréal, « l'avenir nous appartient », ou « nous » est l'OTAN et ses adhérents. Dans la conception du monde des impérialistes anglo-américains et de leurs complices criminels, tout simplement les peuples n'existent pas. Rendre des comptes pour l'impunité des dirigeants qui commettent et soutiennent le génocide, leurs crimes, cela n'existe pas.

Le but de la désinformation est d'imprégner le corps politique d'une conception qui facilite les crimes que les impérialistes commettent contre l'humanité. Le but est de briser la résistance, de la priver de sa légitimité, de semer le doute sur le fait que ce sont les peuples et leur résistance collective organisée qui sont le facteur décisif de la réussite.

Une des tâches cruciales des peuples du Canada et du monde est d'élever le niveau du discours politique pour ne pas permettre aux cercles officiels d'éliminer le rôle des peuples à créer l'histoire. Au Canada et au Québec, celles et ceux qui parlent en leur propre nom, qui discutent de ce qui est pertinent et de ce qui ne l'est pas, peuvent aller au coeur du problème et exiger des comptes de leurs gouvernements, leurs représentants, des partis cartellisés, des médias officiels et privés et des experts qui répandent la désinformation.



En renforçant la résistance et en défendant les droits de tous et toutes au pays et à l'étranger, il est possible de confronter les dirigeants qui utilisent leurs positions de pouvoir et leurs privilèges pour agir en toute impunité, face aux preuves irréfutables qui révèlent leurs dissimulations éhontées et leur culpabilité pour les crimes contre l'humanité.



Menaces proférées contre les pays tenus d'exécuter les mandats d'arrêt émis par la Cour pénale internationale

Un sénateur américain menace de sanctions la Grande-Bretagne, le Canada, la France et l'Allemagne

Un sénateur des États-Unis, Lindsey Graham, un grand partisan de Trump, a menacé les alliés des États-Unis de sanctions s'ils exécutent les mandats d'arrêt

pour crimes de guerre émis par la Cour pénale internationale (CPI) contre le premier ministre d'Israël Benjamin Netanyahu et l'ancien ministre de la Défense Yoav Gallant.



Manifestation à Washington contre Netanyahu, lors de son discours devant le Congrès des États-Unis, le 24 juillet 2024

« Nous disons à tout allié, que ce soit le Canada, la Grande-Bretagne ou la France, si vous tentez d'aider la CPI, nous allons vous frapper de sanctions », a dit Graham à *Fox News* lors d'une entrevue le 22 novembre. Reflétant les préoccupations des États-Unis, qui sont également coupables de génocide et de crimes de guerre en Palestine, il a ajouté : « Nous allons devoir détruire votre économie, parce que nous sommes les prochains. Qu'est-ce qui les empêchera de s'en prendre à Trump ou quelque autre président américain ? »

Bien que Lindsey Graham lui-même ne puisse exécuter des sanctions, le Congrès, lui, a l'autorité de le faire, et Graham en est un membre influent et il a le soutien de Trump.

La plupart des membres du Congrès ont aussi condamné la décision de la CPI, comme l'a fait le président Biden. Sa porte-parole a dit : « Nous rejetons foncièrement la décision de la Cour d'émettre des mandats d'arrêt contre des représentants israéliens de haut rang. »

Le membre du Congrès Mike Waltz, qui a été nommé au poste de conseiller à la sécurité nationale, a dit : « La CPI n'a aucune crédibilité, et ces allégations ont été réfutées par le gouvernement des États-Unis ». Il a promis « une réponse robuste » lorsque l'administration Trump accédera au pouvoir le 20 janvier.

La preuve de ces crimes a été étayée par de nombreuses organisations à l'échelle mondiale, y compris dans un récent rapport des Nations unies publié par le Comité spécial de l'ONU qui enquête sur les pratiques d'Israël en Palestine. Ces crimes sont visibles au monde entier, alors qu'à chaque jour les massacres de femmes et d'enfants et la destruction d'écoles et d'hôpitaux se succèdent. Le génocide commis à Gaza expose la « défense des droits humains » des États-Unis et d'Israël et ne laisse aucun doute sur leur culpabilité.

Le sénateur Tom Cotton d'Arkansas, notoire pour ses appels au recours à la force

militaire, y compris contre des manifestants aux États-Unis, a invoqué une loi des États-Unis qui va à l'encontre du droit international, surnommée « *Loi sur l'invasion de La Haye* ». Cette loi, adoptée en 2002, autorise le président des États-Unis à agir « par tous les moyens nécessaires et appropriés », y compris la force militaire, pour libérer les Américains ou les alliés détenus suite à l'exécution d'une décision de la CPI. Cotton est un membre en règle de la Commission des forces armées du Sénat et siège à la Commission spéciale du renseignement, où il joue un rôle influent.

Lindsey Graham a fait ses commentaires au lendemain de la publication d'articles qui laissaient entendre que la Grande-Bretagne allait exécuter les mandats d'arrêt si Netanyahu ou Gallant se rendait en Grande-Bretagne. Les pays membres de la CPI, dont la Grande-Bretagne, le Canada, l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Espagne et d'autres pays ont tous, en tant que membres, des obligations juridiques. La Palestine est représentée à la CPI, mais les États-Unis et Israël refusent d'y adhérer.

Refusant de commenter ce cas spécifique, un porte-parole du premier ministre de Grande-Bretagne Keir Starmer a néanmoins dit : « Le gouvernement pourrait respecter ses obligations en vertu de la décision de la Cour ainsi que de ses obligations juridiques ». Ces obligations sont enchâssées dans la *Loi de 2001 sur la Cour pénale internationale*, qui stipule que si la CPI émet un mandat d'arrêt, un ministre désigné est tenu de « transmettre la demande à un agent juridique approprié » qui, ayant confirmé que le mandat a été émis par la CPI, « approuvera le mandat et verra à son exécution au Royaume-Uni ».

Le porte-parole du premier ministre a confirmé que le gouvernement respectera le processus tel que stipulé dans la loi et « respecterait toujours ses obligations juridiques telles que stipulées dans les lois du pays et le droit international ».

Les menaces de Lindsey Graham ont été proférées alors que des membres de l'OTAN étaient réunis à Montréal dans le cadre de l'Assemblée parlementaire annuelle de l'OTAN. Elles laissent transparaître les rivalités et les conflits au sein de l'OTAN et entre les pays européens et les États-Unis sur la question de soutenir le génocide par les États-Unis et les sionistes en Palestine. Les États-Unis pensent que par leurs menaces ils consolideront l'unité de ces forces. Mais leurs menaces risquent d'avoir un effet contraire, surtout en raison de la grande colère des peuples, qui réclament la fin du génocide et que les coupables soient redevables, en particulier les États-Unis et Israël.

Abdullah Hammoud, le maire de Dearborn, Michigan, qui est une ville voisine de Détroit et dont la population arabo-américaine est l'une des plus importantes au pays, a dit que la ville allait exécuter les mandats de la CPI contre Gallant et Netanyahu. « Dearborn va arrêter Netanyahu [et] Gallant s'ils mettent les pieds à Dearborn », a écrit Hammoud dans une publication sur les réseaux sociaux. « Les autres villes devraient emboîter le pas. Si notre président n'agit pas, rien n'empêche les dirigeants municipaux d'affirmer que Netanyahu [et] d'autres criminels de guerre ne sont pas les bienvenus et ne peuvent voyager librement aux États-Unis. »

Dans le monde entier, les peuples réclament la fin du génocide et la mise en oeuvre des décisions d'institutions internationales comme la CPI, l'ONU et la Cour internationale de justice. Tous les pays signataires de la Convention sur le génocide, y compris les États-Unis, sont dans l'obligation d'intervenir pour mettre fin au génocide. C'est la résistance en Palestine, au Yémen, au Liban, qui rappelle aux autres leurs obligations, en se défendant contre les actes criminels et en appelant les autres à faire de même. L'échec des institutions internationales de mettre fin au génocide a aussi mis en évidence la nécessité de développer de nouvelles relations et de nouvelles institutions internationales qui seront l'oeuvre des peuples eux-mêmes.



www.pccml.ca • redaction@pccml.ca